



DIRECTION GENERALE  
DIRECTION FRANCE DISTRIBUTION

*Appel d'offres ouvert*  
*DCE n°2025/0017/EdA-DA du 10/02/2025*  
*Fourniture de bureau*  
*au profit des clients de l'EdA implantés en Guyane*

## **Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**

## **SOMMAIRE**

**ARTICLE 1 – NATURE DES ARTICLES NON ALIMENTAIRES**

**ARTICLE 2 – CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE**

**ARTICLE 3 – EXIGENCES SPECIFIQUES**

**ARTICLE 4 – GARANTIE TECHNIQUE**

**ARTICLE 5 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES**

## **ARTICLE 1 – NATURE DES ARTICLES NON ALIMENTAIRES**

Les articles sont répartis en fonction de leur nature et de leur usage :

- LOT 1 : Fournitures de bureau

## **ARTICLE 2 – CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET NORMATIVE**

Les articles fournis sont conformes :

- à la réglementation ainsi qu'aux normes françaises et européennes en vigueur ;
- aux spécifications du guide de l'achat public des produits papetiers, articles de papeterie et imprimés du GEM-AB.

## **ARTICLE 3 – EXIGENCES SPECIFIQUES**

Chacun des articles fournis fait l'objet d'une fiche technique comportant les informations techniques et réglementaires.

## **ARTICLE 4 – GARANTIE TECHNIQUE**

Le titulaire garantit que les produits :

- sont conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession ;
- sont aptes à l'usage auquel ils sont destinés ;
- sont de qualité loyale et marchande ;
- sont catalogués, identifiés correctement et conformément à la réglementation en vigueur (ceci comprenant notamment l'apparition des symboles prévus par la réglementation communautaire) ;
- ne présentent pas de danger et comportent les instructions, avertissements et notices nécessaires ;
- sont protégés et emballés correctement pour le transport et le stockage ;
- sont garantis tels qu'indiqué dans les documents contractuels du marché.

En cas de vice caché, le client adresse au titulaire un compte-rendu et lui demande le remplacement ou l'échange du/des produit(s) litigieux. Les frais correspondant aux frais de transport sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 5 – TRAÇABILITÉ ET ALERTES**

### **5.1 Traçabilité**

Dans le cadre du dispositif « d'intermédiation contractuelle », le titulaire doit assurer une traçabilité amont et aval des produits et être dans la capacité de transmettre les éléments sur demande à la formation cliente ou au pouvoir adjudicateur.

### **5.2 Interlocuteurs Qualité**

À la notification du marché, le titulaire complète le fichier relatif aux coordonnées des personnes susceptibles d'être contactées dans le cadre :

- des litiges courants ;
- des alertes en période ouvrable ;
- des alertes en période non ouvrable.

À réception dudit fichier, le pouvoir adjudicateur communique au titulaire les coordonnées des interlocuteurs de

l'EdA en charge de la réception des informations portant sur la qualité des produits, les alertes ainsi que toute situation de crise.

### **5.3. Alertes**

En cas de nécessité d'un retrait ou d'un rappel de produit, les éléments suivants sont impérativement communiqués aux interlocuteurs de l'EdA susmentionnés :

- dénomination du produit ;
- éléments de traçabilité permettant d'identifier les produits ;
- date(s) de livraison ;
- motif de l'alerte
- affiche de communication à destination des utilisateurs si l'évaluation des paramètres impose leur information ;
- devenir des produits concernés par l'alerte ;

En cas de reprise de produit déjà livrés dans les formations clientes, des frais de retour sont facturés selon les dispositions du CCAP.

Si le retrait nécessite la destruction des marchandises, des frais relatifs à la récupération et à la destruction des produits non-conformes par un prestataire spécialisé sont facturés selon les dispositions du CCAP.